

Khadija Rouissi, Maroc

Intervenante, Table Ronde : Réseaux Parlementaires régionaux en faveur de l'abolition



M. Rouissi est parlementaire du Parti de l'Authenticité et de la Modernité (PAM) et Vice-présidente du parlement marocain. Elue au bureau politique du PAM, elle est présidente de la Commission Ethique du PAM et coordinatrice du Réseau des parlementaires contre la peine de mort depuis février 2013.

Titulaire d'une maîtrise en gestion des entreprises, elle a occupé un poste de directrice des ressources humaines dans le privé et a été membre de l'Association des gestionnaires de la formation et de conseillère auprès du Feu Driss Benzekri Président de l'Instance Equité & Réconciliation. Elle est chargée de mission auprès du président Conseil consultatif des droits de l'Homme.

Très impliquée dans la vie associative marocaine, elle est présidente de l'association Bayt Al Hikma, une organisation de défense des droits fondamentaux et de promotion des valeurs démocratiques. Elle est membre fondateur du réseau des familles des disparus en 1979; membre du comité national pour le changement du statut personnel de la femme en 1993, membre du conseil d'administration et du bureau central de l'Association Marocaine des Droits Humaines (AMDH) entre 1979 et 1998 ; membre fondateur de la coordination des familles des disparus et victimes de la disparition forcée en 1998; membre fondateur et Secrétaire générale du Forum Vérité & Justice (FVJ) entre 1999 et 2004 ; membre fondateur du réseau mondial des mères des disparus entre 2000 et 2009; membre fondateur du Secrétariat Africain de la justice transitionnelle en 2001 ; membre fondateur du comité de suivi des violations graves des droits de l'Homme en 2001 et 2005; membre fondateur et Présidente de l'association Bayt Al Hikma de 2007 à aujourd'hui ; membre fondatrice et du bureau national du Mouvement pour Tous les Démocrates (MTD) 2008-2009. Elle est fondatrice et membre du bureau national du parti de l'authenticité et modernité depuis 2008. Elle est fondatrice et membre du bureau national de l'Association Mouvement Vigilance Citoyenne (MVC) depuis 2011.

Elle a été conférencière pour le compte du Centre Internationale de Justice Transitionnelle Au Yémen, au Kenya et au Bahreïn entre 2006 et 2008. Elle a organisé en collaboration avec le Centre International de Justice Transitionnelle une formation de 20 semaines sur le thème « Justice Transitionnelle » au profit d'experts des droits de l'Homme de pays africains en 2007.